

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE****COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENETOUX-COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS**

L'an deux mille vingt-quatre et le huit avril, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ****SÉANCE DU
8 avril 2024****Date de convocation :** 26 mars 2024**Mise en ligne le :** 2 avril 2024**Nombre de conseillers :** 60**Nombre de présents :** 46 (jusqu'à la délibération n°47-28) ; 47 (à partir de la délibération n°48-28)**Nombre de votants :** 56**Nombre d'absents :** 4

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes de Venise :** Jérôme BOULETIN **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Victorine SURTEL - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS (à partir de la délibération n°48-24) **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Alain BREMOND à Alain CONSTANT - Alain BELHOMME à Franck DUPAS - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Jean-François SENAC à Jaouad ZIATI - Véronique MENCARELLI à Jacqueline BOUYAC - Pierre BOURDELLES à Bertrand de LA CHESNAIS - Joséphine AUDRIN à Louis BONNET - Georges MICHEL à Catherine RIMBERT - Patrice FLAGEAT à Anne-Marie BARDET - Alexandre KORMANYOS à Dominique PLANCHER.

ABSENTS EXCUSÉS : Michel BLANCHARD - Claude MELQUIOR - François ILLE - Patricia OLIVERO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jérôme BOULETIN

Conseil communautaire du 8 avril 2024

Délibération n°53-24

Objet : Modification du dispositif de remboursement des frais de déplacement temporaires des personnels

Conseil communautaire du 8 avril 2024

Délibération n°53-24

Objet : Modification du dispositif de remboursement des frais de déplacement temporaires des personnels

Le conseil communautaire,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat et les arrêtés d'applications.

Vu l'arrêté du 03/08/2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 03/07/2006.

Vu le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales.

Vu l'arrêté du 05/01/2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001.

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 et 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Vu l'arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006,

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006,

Vu la délibération n°141-19 du conseil communautaire du 16 décembre 2019, créant le dispositif de remboursement des frais de déplacement des personnels de la Cove,

Vu l'avis du comité social territorial du 26 mars 2024,

Considérant que le conseil communautaire est compétent pour fixer les modalités de remboursement des frais de déplacements engagés par les agents à l'occasion d'une mission ou d'un stage effectués hors de leurs résidences administrative et familiale,

Considérant qu'après trois années de fonctionnement du dispositif, il convient de le faire évoluer pour prendre en compte les évolutions réglementaires et répondre à de nouvelles problématiques de gestion,

Entendu le rapport du vice-président délégué aux ressources humaines,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'ADOPTER le nouveau dispositif de remboursement des frais de déplacement tel qu'annexé à la présente délibération.

le secrétaire de séance,

Jérôme Boulet

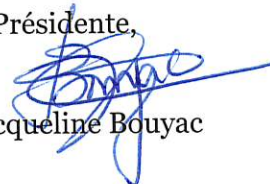


Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

la Présidente,

Jacqueline Bouyac



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT



CONSEIL
COMMUNAUTAIRE
DU 16 DÉCEMBRE
2019

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service gestion administrative du personnel

Mises à jour :

Arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques

Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Mise à jour du dispositif par délibération du Conseil communautaire du 8 avril 2024

1 - PRÉAMBULE

Conformément aux articles 1, 2 et 3 du décret du 19 juillet 2001, peuvent prétendre au remboursement des frais de déplacements, dans les conditions ci-après définies applicables au 1^{er} janvier 2020 :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires
- Les agents non titulaires
- Les collaborateurs de cabinet

La gestion des frais de déplacements implique le recours à différentes notions qu'il convient de définir :

La résidence administrative est le territoire de la commune sur lequel se situe, à titre principal, le service où l'agent est affecté (lieu habituel de travail de l'agent).

La résidence familiale est le territoire de la commune où se trouve le domicile de l'agent.

L'agent en mission est un agent qui effectue un déplacement dans l'intérêt du service, hors de ses résidences administrative et familiale, d'un agent préalablement muni d'un ordre de mission.

L'ordre de mission est le document signé par l'autorité territoriale permettant d'attester de l'autorisation de déplacement de l'agent.

L'agent en stage est l'agent qui se déplace, hors de ses résidences administrative et familiale, pour suivre une action de formation organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle des personnels territoriaux.

2- L'INDEMNITÉ DE MISSION

La mission est un déplacement, dans l'intérêt du service, hors des résidences administrative et familiale, d'un agent muni d'un ordre de mission.

1. Les frais de repas

Le remboursement est effectué à hauteur de **20€ par repas**.

Ce montant est fixé par arrêté ministériel du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006. Toute revalorisation ultérieure de ce forfait sera automatiquement appliquée.

Le repas est remboursé sous réserve que l'agent soit en mission à l'extérieur de sa résidence administrative sur la totalité de la période comprise entre 11h et 14h et/ou 18h et 21h.

2. Les frais d'hébergement

Le taux maximum de remboursement par nuitée est fixé par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2023, selon les modalités suivantes :

- Taux de base (France métropolitaine) : 90€
- Grandes villes (minimum 200 000 habitants) : 120€
- Communes de la Métropole du Grand Paris (hors Paris) : 120€
- Ville de Paris : 140 €

Le remboursement sera effectué sur la base de ces montants, et sur présentation obligatoire de justificatifs (facture établie au nom de l'agent).

Conformément à l'arrêté susvisé, pour les agents reconnus travailleurs handicapés ou en situation de mobilité réduite, le taux forfaitaire de remboursement des frais d'hébergement est fixé à 150€ par nuitée.

Toute revalorisation par arrêté ministériel de ces montants sera appliquée automatiquement.

En cas de déplacement à l'étranger, le forfait maximum par nuitée sera effectué sur la base du montant applicable à la Ville de Paris.

Lorsque l'intérêt du service le justifie, ou pour tenir compte de situations exceptionnelles, il sera possible de déroger aux plafonds réglementaires, sur présentation de justificatifs et dans la limite des frais réellement engagés, dans les cas suivants :

- Impossibilité d'être logé dans un hôtel dont le prix de l'hébergement est conforme aux plafonds réglementaires, à l'occasion d'un déplacement durant une période au cours de laquelle le prix des hôtels de la zone est majoré.
- Mission d'urgence et départ imprévu.

3. Les frais de transports

Il est rappelé que les frais de transports domicile – lieu de travail ne peuvent donner lieu à aucun remboursement au titre des frais de déplacements.

Cette exclusion ne comprend pas la prise en charge partielle des titres d'abonnements de transport en commun qui peut être instituée par la collectivité conformément aux dispositions du décret n°2010-676 du 21 juin 2010, ni la possibilité d'instituer une « indemnité kilométrique vélo » pour les agents utilisant ce mode de transport pour se rendre sur leur lieu de travail.

Le choix du mode de transport lors d'une mission est décidé par l'autorité territoriale, qui doit opter pour le moins onéreux et le plus adapté au déplacement de l'agent.

Plusieurs possibilités sont prévues :

a. Utilisation d'un véhicule terrestre à moteur personnel

L'utilisation d'un véhicule personnel pour les besoins du service est possible mais elle requiert une autorisation de l'autorité territoriale.

Deux conditions préalables sont donc nécessaires :

- L'autorisation de l'autorité territoriale d'utiliser le véhicule personnel dans l'intérêt du service, indiquée sur l'ordre de mission de l'agent.
- La souscription par l'agent d'une police d'assurance garantissant sa responsabilité au titre des dommages causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

Le remboursement des frais de déplacements en véhicule personnel est effectué sur la base d'une indemnité kilométrique, servant à couvrir les frais de carburant, l'usure et l'assurance personnelle du véhicule.

Les impôts et taxes liés à l'usage du véhicule ne peuvent en aucun cas donner lieu à remboursement.

Le taux de l'indemnité est fixé par arrêté ministériel du 14 mars 2022 comme suit :

Catégories (puissance fiscale véhicule)	Jusqu'à 2000 km	De 2001 à 10 000 km	Au-delà de 10 000 km
5 CV et moins	0.32€	0.40€	0.23€
6 et 7 CV	0.41€	0.51€	0.30€
8 CV et plus	0.45€	0.55€	0.32€

Le remboursement des frais kilométriques pour les véhicules électriques est effectué sur la base du forfait applicable aux véhicules de 5 CV et moins.

Toute revalorisation de ces montants sera appliquée automatiquement.

Les frais complémentaires de stationnement et de péage d'autoroute seront pris en charge par la collectivité, uniquement sur présentation de justificatifs de paiement.

Cas particulier : les agents exerçant des fonctions dites « itinérantes »

Il est institué, conformément à l'arrêté ministériel du 28 décembre 2020, une indemnité annuelle forfaitaire maximale de déplacement de 615€ pour tous les agents exerçant des déplacements quotidiens sur le territoire de leur résidence administrative.

Les emplois susceptibles d'être concernés par cette indemnité sont les suivants :

- Animateur/Animatrice d'un LAEP
- Educateur/Educatrice sportif
- Directeur/Directrice de structures petite enfance situées à Carpentras
- Musicien(ne) intervenant en éveil musical.
- Agent(e) de déchetterie

La Présidente est autorisée à actualiser la liste des emplois susceptibles d'être concernés par cette indemnité, après l'avoir présenté au comité social territorial.

b. Frais de transports en commun

Les frais de transports en commun sont remboursés sur la base du tarif le plus économique et le plus adapté au déplacement de l'agent. Les justificatifs de paiement sont obligatoires.

Il est rappelé que pour les déplacements en train, la CoVe a passé une convention lui permettant de commander et payer directement les billets.

c. Taxi et véhicule de location

L'utilisation d'un taxi ou d'un véhicule de location est autorisée uniquement lorsque l'intérêt du service le justifie, et qu'aucun mode de transport en commun n'est possible pour le déplacement à effectuer. Le remboursement est effectué sur justificatifs de paiement.

3- L'INDEMNITE DE STAGE

Est considéré en stage de formation, l'agent qui se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation professionnelle.

Plusieurs cas de remboursement se présentent alors, selon que l'organisme de formation prend en charge ou non les frais de déplacement.

Dès lors que l'organisme assure une prise en charge totale des frais de déplacement des agents en stage de formation, la CoVe ne rembourse aucun frais.

Lorsque la prise en charge des frais de déplacement est partielle, la CoVe intervient dans les conditions exposées ci-après.

1. Formations ouvrant droit à une prise en charge des frais de déplacements par le CNFPT

Le CNFPT a établi des conditions de prise en charge des frais de déplacement des agents à l'occasion des stages de formation qu'il organise. La CoVe vient compléter la prise en charge des frais de déplacements non remboursés, sous certaines réserves.

Frais de transport :

Lorsque la distance aller-retour entre la résidence administrative et le lieu de stage est supérieure à 20km, le CNFPT prend en charge les frais de transport.

Lorsque la distance aller-retour entre la résidence administrative et le lieu de stage est inférieure à 20km, le CNFPT ne prend pas en charge les frais de transport.

La CoVe assure alors leur remboursement, sur la base du moyen de transport le moins onéreux et le plus adapté au déplacement, dans les mêmes conditions qu'une indemnité de mission.

Les frais de stationnement et de péage d'autoroute sont pris en charge par la CoVe, uniquement sur présentation de justificatifs de paiement.

Frais d'hébergement :

Lorsque la distance entre la résidence administrative et le lieu de stage est supérieure à 70 km, l'hébergement est pris en charge par le CNFPT pendant toute la durée de la formation.

Un hébergement peut être accordé la veille du stage, sur demande préalable de l'agent, lorsque la distance entre la résidence administrative et le lieu de stage est supérieure à 150 km.

La CoVe ne rembourse aucun frais d'hébergement lorsque la distance entre la résidence administrative et le lieu de stage est inférieure à 70km.

Frais de repas :

Les frais de repas sont pris en charge par le CNFPT pendant toute la durée de la formation.

En cas d'hébergement la veille du 1^{er} jour de stage, la restauration du stagiaire est prise en charge par le CNFPT.

2. Formations n'ouvrant pas droit à une prise en charge des frais de déplacement par le CNFPT

Certaines formations du CNFPT n'ouvrent pas droit au remboursement des frais de déplacements engagés par l'agent en stage.

Ex : les journées d'actualités, séminaires et autres actions « évènementielles » pour lesquels seuls les frais de restauration peuvent être pris en charge.

La CoVe assure la prise en charge des frais de déplacements, sous certaines réserves.

Frais de transport :

La CoVe assure leur remboursement, sur la base du moyen de transport le moins onéreux et le plus adapté au déplacement, dans les mêmes conditions qu'une indemnité de mission.

Les frais de stationnement et de péage d'autoroute sont pris en charge par la CoVe, uniquement sur justificatifs de paiement.

Frais d'hébergement :

Lorsque la distance entre la résidence administrative et le lieu de stage est supérieure à 70 km, l'hébergement est pris en charge par la CoVe pendant toute la durée de la formation.

L'hébergement est alors remboursé sur justificatifs de paiement (facture établie au nom de l'agent), dans la limite des taux applicables à l'indemnité de mission à savoir :

- Taux de base (France métropolitaine) : 90€ par nuitée
- Grandes villes (minimum 200 000 habitants) : 120€ par nuitée
- Ville de Paris : 140 € par nuitée

En cas de stage de formation à l'étranger, le forfait maximum par nuitée sera effectué sur la base du montant applicable à la Ville de Paris.

Un hébergement peut être accordé la veille du stage, sur demande préalable de l'agent et autorisation de l'autorité territoriale, lorsque la distance entre la résidence administrative et le lieu de stage est supérieure à 150 km.

Frais de repas :

Le repas est remboursé à hauteur d'un forfait de 20€, sous réserve que l'agent soit effectivement à l'extérieur de sa résidence administrative entre 11h et 14h et/ou 18h et 21h.

3. Les formations organisées par des organismes externes dans leurs locaux

L'intégralité des frais de déplacements pouvant être engagés à l'occasion d'un stage de formation organisé auprès d'un organisme externe, sera remboursée dans les mêmes conditions que les formations n'ouvrant pas droit à une prise en charge des frais de déplacement par le CNFPT.

4. Les formations organisées par la CoVe

Les frais de déplacement pour les formations organisées par la CoVe peuvent donner lieu à une prise en charge, uniquement lorsque le stage a lieu hors de la résidence administrative de l'agent.

Ces formations ne donnent pas lieu à remboursement de frais d'hébergement.

Les frais de transport et de repas sont remboursés dans les mêmes modalités qu'une indemnité de mission, uniquement lorsque le stage a lieu hors de la résidence administrative de l'agent.

5. La participation aux épreuves d'un concours ou d'un examen professionnel de la fonction publique territoriale

Epreuves d'admissibilité :

Le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 prévoit le remboursement des frais de transport au titre d'un aller-retour par année civile.

La CoVe prend en charge les frais de transport dans cette limite.

Un justificatif de présence aux épreuves est obligatoire.

Les frais de repas et d'hébergement ne sont jamais pris en charge.

Epreuves d'admission :

Par dérogation aux dispositions du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, qui ne prévoit aucun remboursement pour ce type d'épreuve, la CoVe prend en charge les frais de transport dans la limite d'un aller-retour par année civile.

Un justificatif de présence aux épreuves est obligatoire.

Les frais de repas et d'hébergement ne sont jamais pris en charge.

6. Les préparations aux concours et examens

Les collectivités ne sont pas habilitées à prendre en charge les frais de déplacements d'un agent qui se rend à une préparation de concours ou d'examen. Aussi, la CoVe ne prend pas en charge ces frais.

4- CONDITIONS COMMUNES A TOUTES LES DEMANDES DE REMBOURSEMENT DE FRAIS DE DEPLACEMENTS

Les agents doivent déposer leur demande de remboursement de frais de déplacements dans les trois mois qui suivent la réalisation de la mission ou du stage de formation. A défaut, leur demande ne pourra pas être acceptée.

Une vigilance particulière est demandée aux agents sur la période de fin d'année en raison de la clôture budgétaire. Il leur est demandé de déposer leur demande de remboursement avant le 31 décembre tant que faire ce peut.

La Présidente est habilitée à actualiser le présent règlement en fonction des évolutions, des données variables notamment, issues de dispositions législatives ou réglementaires postérieures à son adoption.

Tableau récapitulatif de la prise en charge des frais de déplacements pour formation

		Prise en charge des frais de transport*		Prise en charge des frais d'hébergement*		Prise en charge des frais de repas (formation en présentiel et sur une journée complète)*	
		Transport	Stationnement/ Péage	Pendant la durée de la formation (à partir du 1er jour du stage)	La veille	Pendant la durée de la formation	La veille
Formation CNFPT		Oui Par CNFPT si distance A/R résid. adm - lieu stage > 20km Par Cove si si distance A/R résid. Adm - lieu stage < 20km	Oui	Oui si distance résid. adm-lieu stage > 70km (CNFPT)	Oui si distance résid. adm-lieu stage > 150km (CNFPT)	Oui (CNFPT)	Oui si frais d'hérgement pris en charge (CNFPT)
Formation hors CNFPT ou formation CNFPT sans prise en charge CNFPT		Oui	Oui	Oui si distance résid. adm-lieu stage > 70km	Oui si distance résid. adm-lieu stage > 150km	Oui	Oui si distance résid. adm-lieu stage > 150km
Formation organisée par la Cove hors résidence administrative de l'agent		Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non
Formation organisée par la Cove sur résidence administrative de l'agent		Non	Non	Non	Non	Non	Non
Préparation concours ou examen		Non	Non	Non	Non	Non	Non
Epreuve concours ou examen (FPT-FPE-FPH)	Epreuves d'admissibilité	Oui dans la limite d'un A/R par année civile	Non	Non	Non	Non	Non
	Epreuves d'admission	Oui dans la limite d'un A/R par année civile	Non	Non	Non	Non	Non

NB : le calcul de la distance se fait sur la base du trajet le plus court entre la résidence administrative et le lieu du stage

* Se reporter au dispositif de remboursement des frais de déplacement pour les montants et justificatifs à produire